

# Pistes cyclables: le PLR en roue libre

**GENÈVE** Les aménagements provisoires mis à disposition des cyclistes et de la mobilité douce déchirent la République. Déjà affaibli, le Parti libéral-radical est divisé

LAURE LUGON ZUGRAVU  
@laurelugon

Quand Genève perd les pédales, les pistes cyclables changent de couleur. Mercredi, les citoyens de la République, pourtant rompus aux incongruités, ont découvert des voies pour vélos repeintes en rose, une teinte peu officielle. Un clin d'œil des mouvements féministes? Non pas. Selon l'ancien conseiller administratif Rémy Pagani, c'est bien le fait de la ville de Genève, soucieuse de différencier les axes pour vélos déployés provisoirement en leur donnant «la couleur Covid». Ceux-là mêmes qui ont déclenché une nouvelle guerre des transports, à peine le début de la fin de la crise entrevue.

Le psychodrame enflamme le bout du lac depuis le 12 mai, après que le conseiller d'Etat PDC chargé de la mobilité, Serge Dal Busco, eut installé 7 kilomètres de pistes cyclables provisoires par arrêté, de concert avec la ville de Genève. Et peut-être même plus: «Au début de la crise, les services de Serge Dal Busco voulaient fermer des rues au hasard, explique Rémy Pagani, d'Ensemble à gauche. J'ai trouvé que cela n'allait pas et j'ai proposé au ministre de reprendre les travaux commencés sur les boulevards à vélos, entrepris sur mandat du Conseil municipal, et de les mettre en œuvre tout de suite.»

## Les commerçants vent debout

Cette initiative agite les réseaux sociaux, avec force invectives et pétitions – ici pour supprimer les aménagements, là pour les étendre. Elle échauffe les députés qui doivent débattre jeudi et vendredi d'une résolution demandant au Conseil d'Etat de «mettre un terme immédiat et définitif aux essais d'aménagements cyclables», navre l'économie et les commerçants, vent debout contre ce qu'ils considèrent comme une seconde asphyxie après celle provoquée par le confinement, consterne les automobilistes, ravit des milliers de cyclistes qui ont manifesté leur



Une nouvelle piste cyclable au centre de Genève. (MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)

allégresse à vélo, et enfin divise le PLR. Le PLR qui n'avait pas besoin d'une nouvelle fâcherie, déjà lésivé par l'affaire Maudet et giflé aux dernières élections municipales. Le conseiller national et vice-président du parti suisse, Christian Lüscher, s'en est donné à cœur joie à sa manière cash, critiquant «le gigantesque foutoir créé en ville» et «le petchi volontaire et garanti», s'insurgeant contre le recours à des sociétés privées pour faire face au chaos routier. Assez pour déchaîner les passions. Entre les élus bourgeois qui trouvaient le statu quo ante satisfaisant, ceux qui

acceptent les pistes cyclables pour autant qu'elles n'entravent pas les autos, et ceux qui souscrivent aux mesures, le PLR valdingue. «Notre parti est à la dérive depuis deux ans, analyse le député Cyril Aellen. Nous sommes écartelés, l'effondrement est devenu concret aux dernières élections. Et ce ne sont pas les querelles de clocher qui nous minent.» Pour couronner le tout, le PLR a dû, cette semaine, déplorer la démission du député pro-vélo et médecin Patrick Saudan, qui se déclare «en total porte-à-faux avec [son] parti sur ces questions de mobilité». Ce dernier a entraîné 56

professeurs de la Faculté de médecine à signer une tribune libre à l'adresse des députés, visant à soutenir de nouvelles voies pour la petite reine.

La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) est entrée dans la danse par une pétition visant à supprimer ces mesures d'aménagement et des témoignages d'entrepreneurs furieux et consternés: «Ces pistes sur les axes structurants sont une aberration, estime son directeur général et député PLR, Vincent Subilia. Elles mettent les bâtons dans les roues à des entreprises qui

sortent péniblement de l'hibernation économique. Cela a été fait sans méthode et sans mesure, puisqu'elles souffrent d'un déni démocratique.» Une accusation que rejette le président du Conseil d'Etat, Antonio Hodgers: «Cette mesure a été prise par voie d'arrêté comme toutes les autres, sanitaires ou économiques, prises pendant la crise, c'est-à-dire sans concertation et avec entrée en vigueur immédiate.» Pour le Vert, qui concède que les pistes du U lacustre (autour de la Rade) ne sont pas optimales, ces pistes ne sont pas responsables des bouchons: «Alors

que 70% des gens sont encore en télétravail, le nombre de voitures atteint 100%. Enlevez les pistes cyclables et vous en aurez davantage!» Et le ministre de regretter que Genève n'ait «pas encore atteint les rivages du nouveau monde comme à Zurich» où la droite, «urbaine et moderne», bénit la mobilité douce.

**«Nous sommes écartelés, l'effondrement est devenu concret aux dernières élections»**

CYRIL AELLEN, DÉPUTÉ PLR

Pourtant, Vincent Subilia se défend d'être un adepte des 4x4 ronflants et tente de sortir le débat de l'ornière idéologique en opposant le vélo à la voiture: «Nous pouvons trouver un modus vivendi. Mais il faut s'atteler à tout le dispositif de la mobilité, à commencer par la pièce maîtresse, la traversée du lac, pourtant plébiscitée par 63% des Genevois mais qui n'avance pas.» Une vision globale, c'est ce qu'appelle aussi de ses vœux le président du PLR, Bertrand Reich, qui ajoute benoîtement, «si Serge Dal Busco le veut bien. Reste que le fait du prince n'est pas acceptable.» Mais c'est sans s'émouvoir qu'il observe les divisions de son parti: «Un parti est toujours un lieu de tensions, c'est légitime et nécessaire. Le PLR a une vraie vie, et je suis content de voir qu'on fait à nouveau de la politique.» Non sans contradictions apparentes, puisque les députés PLR ont décidé de soutenir une résolution d'Ensemble à gauche demandant l'aménagement cyclable, aussi bien que la leur, visant à stopper ces pistes dessinées à la hussarde. Soient-elles «rose Covid» devenues. ■